

La veille de ROSA

La **veille de ROSA** est un bulletin mensuel qui a comme but de vous faire parvenir directement et rapidement de l'information actuelle et pertinente dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Chaque numéro présente :

- i) un dossier thématique permettant de mettre à disposition un référentiel commun de documents de base disponibles dans la **bibliothèque en ligne** du site de ROSA.
- 2) une sélection de nouveaux documents mis en ligne sur le site régulièrement alimenté par une veille sur les thématiques abordées dans le cadre du réseau.

Dans ce numéro :

- **Les fonds documentaires de ROSA :**
Sur le thème du **droit à l'alimentation**
- **L'actualité de ROSA :**
Février - Mars 2009

Vous souhaitez nous signaler une actualité ou une parution récente, ou tout simplement nous faire part de vos commentaires ? Contactez l'équipe d'animation (animation@reseau-rosa.eu). Toutes vos contributions sont les bienvenues !

L'EDITORIAL DU MOIS

Ce mois-ci, le bulletin de veille complète l'éclairage du mois du Zoom de ROSA N° 13 (février 2009)

L'éclairage du mois a abordé le thème du droit à l'alimentation en lien avec les questions de sécurité alimentaire. Nous revenons sur cette thématique afin de proposer aux membres du ROSA des documents de référence sur le droit à l'alimentation.

Le premier ensemble de documents présente les principaux textes constituant le droit à l'alimentation, ainsi que des analyses officielles de ces textes juridiques. Le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (DESC) de 1966 offre la première définition du droit à l'alimentation au niveau international. Celle-ci a été complétée en 1999 par l'Observation générale N°12 qui explicite les obligations qui incombent aux Etats signataires du Pacte. En 2004, la FAO a adopté les Directives volontaires portant sur la manière dont les Etats doivent concrétiser le droit à l'alimentation dans différents secteurs des politiques. La déclaration de Cordoue en 2008 est une actualisation des préoccupations concernant le droit à l'alimentation dans le contexte de la crise alimentaire, mais elle n'a pas de valeur juridique contraignante.

Un second groupe de textes aborde les enjeux du droit à l'alimentation en lien avec le développement et la sécurité alimentaire. Le CETIM (Centre Europe – Tiers Monde) et le texte de la FAO sur l'Amérique latine offrent des analyses de l'évolution du droit à l'alimentation et évoquent des pistes quant à sa mise en application dans les pays en développement. Le document du Haut Commissariat aux droits de l'homme offre une définition de la coopération pour le développement fondée sur les droits de l'homme. Le texte du forum FSN (*Food security and nutrition forum*) synthétise les débats actuels sur les liens entre le droit à l'alimentation et la sécurité ali-

EuropeAid

ROSA est une initiative de :


**COMMISSION
EUROPÉENNE**

Bulletin de veille N° 3

FR

mentaire. A travers deux textes récents, le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation évoque l'importance de prendre en compte le droit à l'alimentation dans l'agenda international du développement.

Enfin, quelques textes présentent des expériences et des tentatives d'application du droit à l'alimentation. Des documents de la FAO donnent des orientations concrètes et fournissent des exemples sur l'application du droit à l'alimentation au niveau national. Une étude de FIAN (Réseau d'information et d'action sur le droit à nourrir) et de Droits et Démocratie montre comment ces guides peuvent s'appliquer à un pays en particulier : le Malawi. Une étude de cas d'une action menée au Rajasthan, en Inde, illustre plus précisément comment le recours devant le tribunal permet de faire évoluer les juridictions, et à terme pourrait infléchir les politiques vers la prise en compte du droit à l'alimentation. Une sélection de sites internet donne accès à des informations mises à jour sur les procédures en cours sur le respect du droit à l'alimentation dans plusieurs pays.

BIBLIOTHÈQUE EN LIGNE

L'éclairage du mois du Zoom de ROSA No. 13 (février 2009) - La sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation

L'éclairage du mois s'intéresse à la question de la convergence des approches en matière de sécurité alimentaire et de droit à l'alimentation. Il définit les concepts clés et analyse le contenu, les limites et l'application du droit à l'alimentation au niveau national.

L'article souligne que le droit à l'alimentation a besoin d'une meilleure reconnaissance et d'un renforcement des mécanismes (judiciaires et non judiciaires) permettant d'assurer sa pleine réalisation. Les approches du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire peuvent être complémentaires. Mais les convergences, en particulier au niveau opérationnel, restent largement inexploitées.

En français : [La sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation](#)

En anglais : [Food security and the right to food](#)

Droit à l'alimentation Documents officiels

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – Organisation des Nations Unies (1966)

Ce pacte signé en 1966 a depuis été ratifié par 148 Etats membres des Nations Unies. Chacun de ces Etats s'est engagé à agir au maximum de ses ressources disponibles en vue d'assurer progressivement le plein exercice de ces droits.

L'article 11 aborde le droit à l'alimentation comme « droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim ». Par conséquent, les Etats doivent participer à améliorer les méthodes de production, conservation et distribution des denrées, ainsi qu'en assurer une distribution équitable au niveau mondial.

En français : [Pacte international relatif aux DESC \(+ liste des Etats signataires\)](#)

En anglais : [International Covenant on ESCR](#)

Observation générale N°12 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) sur le droit à l'alimentation (1999)

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) a utilisé ses Observations générales et ses analyses des rapports soumis par les Etats pour clarifier la signification des dispositions ambiguës du Pacte. L'Observation générale adoptée en 1999 a particulièrement été remarquée pour ses avancées dans la définition du droit à l'alimentation et guider les Etats dans leur action. Ce document analyse le contenu normatif du droit à l'alimentation, les obligations incombant aux Etats et la mise en œuvre à l'échelon national et international.

En français : [Observation générale N°12](#)

En anglais : [General Comment N°12](#)

Directives volontaires à l'appui à la concrétisation du droit à une alimentation adéquate - FAO (2004)

Le groupe de travail sur les directives volontaires a été mis en place au cours du Sommet mondial de l'alimentation en 2002 avec pour mandat « d'appuyer les efforts faits par les Etats Membres pour concrétiser progressivement le droit à une alimentation adéquate dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale ». Les directives adoptées en 2004 insistent sur les mesures que doivent mettre en place les Etats aux niveaux national et international pour concrétiser le droit à

l'alimentation. Elles abordent ainsi différents enjeux du développement, comme les questions juridiques et institutionnelles, de bonne gouvernance et de stratégies nationales, mais aussi des questions liées à l'économie et au fonctionnement des marchés, la nutrition et les politiques alimentaires, l'éducation et les politiques sociales, les droits de la femme et le soutien aux groupes vulnérables, les urgences et l'aide internationale, ainsi que la dimension internationale.

En français : [Directives volontaires sur le droit à l'alimentation](#)

En anglais : [Voluntary Guidelines on the right to food](#)

Déclaration de Cordoue sur le droit à l'alimentation (10 décembre 2008)

Cette déclaration a été préparée par la FAO à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Elle propose de nouvelles orientations qui devraient être approfondies pour traiter de la faim chronique dans le contexte de crise alimentaire. La déclaration montre comment le droit à l'alimentation peut s'attaquer aux causes structurelles et contribuer à la sécurité alimentaire pour tous.

En français : [Déclaration de Cordoue](#)

En anglais : [Cordoba Declaration](#)

Le droit à l'alimentation Documents d'analyse

Le droit à l'alimentation - Centre Europe Tiers-Monde (CETIM) (2005)

Les moyens de revendiquer la réalisation du droit à l'alimentation et les chances d'obtenir réparation ou compensation dépendront largement de l'information et des mécanismes de contrôle disponibles aux niveaux national, régional et international. Le but de cette brochure didactique est double : i) contribuer à l'amélioration de l'information disponible sur le droit à l'alimentation ; ii) présenter les mécanismes de contrôle, au niveau national et international, utilisables en cas de violation du droit à l'alimentation.

En français : [Le droit à l'alimentation – CETIM](#)

En anglais : [The right to food - CETIM](#)

Food security and the human right to food. Going on parallel tracks or converging? – Food Security and Nutrition Forum (2008)

Ce papier est le résultat d'un forum virtuel organisé par la FAO entre le 23 septembre et le 6 novembre 2008 sur les liens entre la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Il met en avant les opportunités, les défis, les limites et les enjeux à venir pour faire converger ou rapprocher les deux approches. De plus, quelques expériences en Inde, au Bangladesh, au Nigéria, au Malawi et au Kenya sont rapportées par les participants au forum.

En anglais: [Food security and the human right to food](#)

Questions fréquentes au sujet d'une approche de la coopération pour le développement fondée sur les droits de l'homme - UNCHR (2006)

Cette publication du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme répond à plusieurs questions ambiguës quant à l'application d'une approche par les droits de l'homme dans le domaine du développement. La question du droit à l'alimentation n'est pas traitée exclusivement mais les réponses apportées offrent des clés pour la compréhension de ses atouts, parmi les questions posées : « Quelles sont les obligations au titre des droits de l'homme ? Les individus comme les Etats ont-ils des obligations ? Quel est le lien entre droits de l'homme et réduction de la pauvreté ? Comment les droits de l'homme orientent-ils la formulation des programmes de développement ? ».

En français : [Questions fréquentes](#)

En anglais : [Frequently asked questions](#)

The role of development cooperation and food aid in realizing the right to adequate food: moving from charity to obligation – Olivier de Schutter (février 2009)

Cette communication du rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation cherche à montrer comment intégrer l'approche du droit à l'alimentation dans les politiques d'aide alimentaire et de coopération au développement. Cette intégration doit se faire à trois niveaux : i) dans la définition des obligations des Etats donateurs ; ii) dans l'identification des outils sur lesquels reposent ces politiques ; iii) dans l'évaluation de ces politiques. Le rapporteur estime que cette intégration de la préoccupation du droit à l'alimentation ira de pair avec une remise en question de la relation bilatérale – Etat donateur / Etat récipiendaire – au profit d'une relation triangulaire où les populations bénéficiaires joueraient un rôle actif.

En anglais : [The role of development cooperation and food aid in realizing the right to food](#)

Renforcer la capacité d'adaptation : un cadre fondé sur les droits de l'homme pour la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde - Olivier de Schutter (septembre 2008)

Dans le contexte de crise alimentaire liée à la volatilité des prix agricoles, le rapporteur spécial des Nations Unies évoque les choix que doivent faire les Etats vis-à-vis des obligations nationales et internationales qui leur incombent dans le cadre du droit à l'alimentation. De Schutter explique en quoi le droit à l'alimentation peut guider vers des politiques qui tireraient bénéfice du contexte de prix élevés. Néanmoins, le rapporteur plaide pour un suivi continu des initiatives prises au niveau national et international pour remédier à cette crise.

En français : [Renforcer la capacité d'adaptation](#)

En anglais : [Building resilience](#)

The right to food in Latin America - FAO (mars 2009)

Ce document a été élaboré dans le cadre de l'initiative « Amérique latine et Caraïbes sans faim ». La première partie de ce papier montre l'évolution du concept de droit à l'alimentation et ses liens avec ceux de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire. Ensuite, l'auteur aborde la situation du droit à l'alimentation en Amérique latine. Il estime que le continent est le plus avancé en matière de prise en compte du droit à l'alimentation dans les juridictions nationales. En effet, plusieurs pays ont déjà voté des lois spécifiant comment s'applique ce droit et mettant en place une structure coordonnant les actions pour le faire respecter, et d'autres pays sont en train d'élaborer ces textes.

En anglais : [The right to food in Latin America](#)

Application du droit à l'alimentation

Les directives sur le droit à l'alimentation. Documents d'information et études de cas - FAO (2006)

Ce document de la FAO se veut une référence sur l'application du droit à l'alimentation. Les premiers chapitres sont consacrés à la définition et à l'interprétation des différents textes officiels sur le droit à l'alimentation. Ensuite, plusieurs questions liées à la mise en application du droit à l'alimentation sont abordées (obligations nationales et internationales, justiciabilité, ...). Le rapport se termine par les conclusions tirées de 6 études de cas sur l'application du droit à l'alimentation (Brésil, Canada, Ouganda, Afrique du Sud et deux cas en Inde) menées en 2004. Ces études sont disponibles (uniquement en anglais) sur le site de la FAO (voir plus bas).

En français : [Directives du droit à l'alimentation. Etudes de cas](#)

En anglais : [The right to food guidelines. case studies](#)

Le droit à l'alimentation dans les faits. Mise en œuvre à l'échelle nationale - FAO (2006)

Ce guide de bonnes pratiques de la FAO recense les différentes expériences dans le domaine du droit à l'alimentation et donne des lignes directrices quant à sa transcription dans le droit national. Le rapport explique aussi les moyens d'action envisageables pour permettre une action efficace afin de faire respecter le droit à l'alimentation, notamment en termes de formation, d'information, de sensibilisation ou de législation. La dernière partie est consacrée à la nécessité d'évaluation et de suivi de l'application du droit à l'alimentation.

En français : [Le droit à l'alimentation dans les faits](#)

En anglais : [The right to food in practice](#)

Le droit à l'alimentation au Malawi - Droits et Démocratie/FIAN (2006)

Ce document issu d'une mission internationale d'analyse du droit à l'alimentation au Malawi, offre une illustration de la manière dont les documents officiels sur le droit à l'alimentation peuvent s'appliquer dans un pays. A partir des traités internationaux et de la situation alimentaire du pays, les auteurs tirent des conclusions sur les freins et les opportunités à l'application du droit à l'alimentation. Ils étudient les dynamiques légis-

latives et civiles en cours sur le sujet. Enfin, ils dégagent des recommandations s'adressant aussi bien au gouvernement qu'à la société civile et aux donateurs internationaux, ces derniers étant réticents à l'idée de mettre en place une stratégie nationale de respect du droit à l'alimentation.

En français: [Le droit à l'alimentation au Malawi](#)

En anglais : [The human right to food in Malawi](#)

Supreme court orders on the right to food: a tool for action - Indian right to food campaign (2005)

En 2001, un syndicat du Rajasthan a assigné la Cour suprême indienne pour la mise en application du droit à l'alimentation. L'argument principal est que le droit à l'alimentation est une implication du « droit à la vie » inscrit dans la Constitution. La procédure est loin d'être terminée, néanmoins, les réunions de la Cour sur ce sujet l'ont menée à rendre des arrêts intérimaires. L'expérience a montré que ces arrêts intérimaires pouvaient être un moyen d'action efficace. Par exemple, si la famine sévit dans une zone particulière, que boutiques de rationnement ne sont pas approvisionnées ou les repas scolaires du midi non servis, la Cour doit ordonner à l'Etat d'agir rapidement. Le but de ce document est d'offrir une introduction à ces arrêts intérimaires aux activistes et au public, ainsi que les aider à s'en servir efficacement.

En anglais : [Supreme court orders on the right to food](#)

Sites internet consacrés au droit à l'alimentation :

- Portail de la FAO sur le droit à l'alimentation :

Ce site de la FAO est une base de données importante sur le droit à l'alimentation. On y trouve l'essentiel des publications de la FAO sur le droit à l'alimentation, avec pour but de mieux le faire connaître et d'orienter les politiques et les stratégies vers sa prise en compte. Des modules de téléenseignement sont aussi proposés aux utilisateurs inscrits.

- ESCR-Net Base de données des jurisprudences

Cette base de données est réalisée par le réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels. Le site regroupe les informations publiées par diverses organisations sur les cas de non respect des droits économiques, sociaux et culturels traités par les tribunaux natio-

naux ou internationaux. Six cas abordent exclusivement le droit à l'alimentation.

- Droit à l'alimentation en Inde

Ce site recense les différentes actions menées dans le cadre de la *Campagne pour le droit à l'alimentation*. Cette campagne cherche à reconnaître ce droit et à le faire respecter par les autorités à travers des actions de sensibilisation du public et devant les tribunaux.

- Initiative 'Amérique latine et Caraïbes sans faim'

Cette initiative lancée par la FAO, des ONG et des gouvernements de la région, vise à promouvoir une approche de la lutte contre l'insécurité alimentaire à travers le droit à l'alimentation et les politiques publiques. Des [rapports](#) précisent les avancées de l'application du droit à l'alimentation dans sept pays de la région. Le site est en espagnol.

- Site du rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation

Site récent dédié aux activités et aux publications d'Olivier de Schutter, rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation. Depuis sa prise de fonction, le rapporteur a déjà publié près d'une dizaine de textes, aussi bien des rapports officiels que des communications devant des assemblées. Certains de ces documents sont disponibles en plusieurs langues.

L'ACTUALITÉ DE ROSA

Nouveaux documents en ligne

Sécurité alimentaire dans un contexte de crise prolongée : Que peut-on faire ? - FAO/UE (mars 2009)

Cette note est basée sur le livre *Beyond Relief: Food Security in Protracted Crisis*, rédigé à partir d'études de cas disponibles sur le site du programme conjoint UE/FAO « Sécurité alimentaire : l'information pour l'action » (www.food-sec.org).

Lorsque les situations d'urgence se prolongent sur plusieurs années, assurer la sécurité alimentaire se transforme en un véritable défi. Cette [note d'orientation](#) a pour objet d'apporter des éléments de réflexion, sur la base d'observations réalisées en République démocratique du Congo, en Soma-

lie et au Soudan, quant aux actions possibles pour améliorer la sécurité alimentaire dans les crises prolongées.

En français : [Sécurité alimentaire dans un contexte de crise prolongée](#)

En anglais : [Food security in protracted crises](#)

Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire - FAO/UE (mars 2009)

Cette note réalisée par la FAO et l'Union européenne offre une mise au point sur les concepts clés de la sécurité alimentaire. La définition en quatre piliers est rappelée en introduction puis sont détaillées les notions de durée et de sévérité de l'insécurité alimentaire, de vulnérabilité.

En français : [Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire](#)

En anglais : [An introduction to the basic concepts of food security](#)

Perspectives de récolte et situation alimentaire - SMIAR (février 2009)

Ce bulletin trimestriel de la FAO offre les dernières perspectives sur la production agricole pour l'année à venir. La production céréalière mondiale connaîtra une baisse en 2009 suite au niveau record atteint en 2008. Cette baisse devrait notamment être marquée dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Le bulletin dresse aussi un état des lieux des perspectives agricoles et alimentaires dans les différentes régions du monde.

En français : [Perspectives de récolte et situation alimentaire](#)

En anglais : [Crop prospects and food situation](#)

Voucher-for-work concept paper. A presentation of lessons learned in ACTED's experience in Northern Uganda - ACTED (mars 2009)

Ce document se base sur l'expérience d'ACTED « Bons contre travail » dans le Nord de l'Ouganda et sur les conclusions d'un atelier organisé avec la FAO dans la région en janvier 2009. Ce rapport se veut un guide pratique pour les praticiens du développement confrontés à la question des bons contre travail. De plus, il cherche à contribuer à la discussion en cours sur l'aide humanitaire à travers les transferts monétaires. Les enseignements tirés de cette expérience participent à la réflexion sur le sujet : quels types de travaux financer ?, quel rôle de la communauté ? quels achats avec les bons ? quel rôle pour le bailleur ?

En anglais : [Voucher-for-work concept paper](#)

Swimming against the tide: How developing countries are coping with the global crisis - Banque Mondiale (mars 2009)

Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le PIB mondial devrait baisser en 2009. Les pays en développement devraient particulièrement souffrir de cette crise, notamment en Asie de l'Est. Par conséquent, les arbitrages budgétaires indispensables se feront au détriment des politiques sociales, notamment les filets de protection pour les plus vulnérables. Le rapport en conclut que l'assistance aux pays les moins avancés ne doit pas s'affaiblir, et doit même augmenter, afin de ne pas voir s'effacer tous les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté.

En anglais : [Swimming against the tide](#)

Comparison of hunger across states. Indian states hunger index - IFPRI/welt hunger hilfe (février 2009)

Les résultats de l'indice de l'état de la faim en Inde montrent une continuité de la faim au niveau national, tout en révélant de fortes variations à travers les Etats du pays. L'indice de la faim dans le monde, développé par l'IFPRI en 2006, comprend trois dimensions : consommation inadéquate, sous-poids des enfants et mortalité infantile. Son application à l'Inde permet une comparaison internationale (66^{ème} rang sur 88 pays) ainsi qu'une distinction des différentes dynamiques de chacun des Etats de l'Union indienne. Les données collectées sont ensuite analysées au niveau des Etats par rapport à l'incidence de la pauvreté, la richesse créée et la croissance économique. Des recommandations politiques sont formulées à partir de ces observations.

En anglais : [India state of hunger index](#)

Ressources extérieures

Social protection in Africa - Franck Ellis, Stephen Devereux et Philip White - Elgar (février 2009)

Ce livre tente de rendre accessible à un large public les idées, principes et pratiques pour mettre en place une protection sociale efficace en Afrique. Il aborde le changement majeur dans la stratégie de lutte contre la faim et la vulnérabilité : depuis des réponses d'urgence de transfert de nourriture vers des programmes de transferts mo-

nétaires plus prévisibles contre la pauvreté chronique.

En anglais : [Social protection in Africa](#)

Joint guidelines for crop and food security assessment missions - FAO/PAM (janvier 2009)

Ce guide offre l'information de base et les orientations pratiques pour les participants aux missions d'évaluation de la saison agricole et de la sécurité alimentaire de la FAO et du PAM. Après avoir décrit les objectifs généraux de ces missions d'évaluation, le guide propose en détail quand, où et comment les mener. Sont abordées les méthodes de recueil d'information, d'évaluation des données et enfin d'analyse afin de parvenir aux rapports types.

Les différents rapports issus de ces missions d'évaluation de la FAO et du PAM (Soudan, Myanmar, Corée du Nord, Bangladesh) sont disponibles sur [ce site](#).

En anglais : [Joint guidelines for crop and food security assessment missions](#)

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe chargée de l'animation du ROSA (Réseau opérationnel de sécurité alimentaire). C'est une initiative de EuropeAid E6 (appui thématique sécurité alimentaire, développement rural et environnement) en collaboration avec EuropeAid G4 (formation et gestion des connaissances). Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.